

Subventions à l'énergie et énergies renouvelables

Les interventions financières des Etats sont monnaie courante dans le secteur énergétique depuis de nombreuses années. Les gouvernements ont recouru aux subventions pour améliorer la sécurité de l'approvisionnement, réduire la pollution atmosphérique et juguler les émissions de gaz à effet de serre, renforcer la compétitivité, générer des bénéfices sociaux et protéger l'emploi.

L'efficacité de ces mesures fait toutefois l'objet d'une controverse. De plus, les priorités politiques et les possibilités technologiques se transforment au fil du temps. Il conviendrait par conséquent d'évaluer les subventions existantes afin de déterminer si elles correspondent aux besoins de la société dans son ensemble. La présente estimation des subventions actuelles dans les anciens Etats membres de l'Union européenne (UE-15), spécialement axée sur les énergies renouvelables, contribue à cette évaluation.

Que sont les subventions à l'énergie?

Il n'existe pas de définition faisant l'objet d'un consensus des subventions à l'énergie ni de mécanisme d'information harmonisé. Dans le souci de dresser un tableau aussi complet que possible, l'AEE a examiné un large éventail de mécanismes de soutien tant directs qu'indirects (AEE, 2004). Les subventions budgétaires sont des transferts mentionnés dans les comptes nationaux comme des dépenses gouvernementales. Il s'agit par exemple de transferts de fonds au bénéfice des producteurs d'énergie, des consommateurs et des organismes y afférents ou d'emprunts à taux faible ou réduit soutenus par le gouvernement. Les subventions hors-budget sont par exemple les exonérations ou les réductions fiscales, l'accès préférentiel au marché, les mécanismes de soutien réglementaires et l'accès préférentiel aux ressources naturelles.

Tableau 1. Estimations des subventions totales à l'énergie en 2001, UE-15, milliards d'euros

	Combustibles solides	Pétrole et gaz	Nucléaire	Renouvelables	Total
Budgétaire	> 6,4	> 0,2	> 1,0	> 0,6	> 8,2
Hors-Budget	> 6,6	> 8,5	> 1,2	> 4,7	> 21,0
Total	> 13,0	> 8,7	> 2,2	> 5,3	> 29,2

Note: les subventions à l'électricité sont allouées aux carburants sur la base des quantités utilisées pour la génération. Les coûts externes sont exclus.

Source: AEE.

Estimation des subventions à l'énergie au sein de l'UE-15

Des données provenant d'un éventail de sources ont été utilisées. La limitation des données disponibles fait que l'objet de l'étude a été limité à l'UE-15.

Le total des subventions (à l'exclusion des coûts externes) est estimé à environ 29 milliards d'euros par an (Tableau 1). Si les combustibles solides ont bénéficié de la plus large part des subventions, les énergies renouvelables ont fait l'objet d'un soutien significativement plus élevé que les autres combustibles sur la base du nombre d'unités produites. Les gouvernements semblent dès lors reconnaître que les énergies renouvelables sont une industrie beaucoup moins mûre, présentant un besoin plus important de soutien technologique et au marché pour permettre son plein développement commercial.

Combustibles solides. Des subventions budgétaires substantielles aux industries du charbon subsistent en Allemagne (plus de 4 milliards d'euros) et en Espagne (plus d'un milliard d'euros). Le soutien hors-budget est particulièrement élevé en Allemagne (environ 3,5 milliards d'euros).

Pétrole et gaz naturel. Le pétrole bénéficie d'un soutien peu important. Le soutien du gaz naturel, essentiellement hors-budget, est substantiel aux Pays-Bas (0,9–2,4 milliards d'euros), au Royaume-Uni (environ 1,4 milliard d'euros) et en Italie (environ 0,9 milliard d'euros).



Energie nucléaire. Le soutien budgétaire à l'énergie nucléaire consiste en subventions pour la recherche et le développement accordées par les Etats membres (essentiellement la France, l'Allemagne et l'Italie) et la Communauté européenne. Les chiffres ne tiennent pas compte du fait qu'il n'est pas nécessaire de contracter une assurance responsabilité.

Energies renouvelables. Le soutien aux énergies renouvelables est une pratique désormais bien établie au sein de l'Europe des 15. Chaque Etat membre met en oeuvre une combinaison de mesures de soutien aux prix comme les prix de rachat garantis, des obligations d'achat ou des appels d'offres concurrentiels, ainsi que des subventions en capital et des mécanismes fiscaux (tableau 2). En 2001, le soutien a atteint ses niveaux globaux les plus élevés en Allemagne et en Italie, où plus d'un milliard d'euros ont été octroyés, essentiellement sous la forme de prix de rachat garantis.

Electricité. Les Pays-Bas (plus de 1,5 milliard d'euros), le Royaume-Uni (environ 1,5 milliard d'euros) et l'Allemagne (environ 1,8 milliard d'euros) ont fourni un soutien hors-budget substantiel à la consommation d'électricité.

Subventions et énergies renouvelables

La situation actuelle est caractérisée par la libéralisation du marché de l'énergie et la privatisation, entraînant des prix de l'énergie inférieurs à ce qu'ils auraient dû être, des prix plus volatiles et un risque commercial accru en raison des investissements dans de nouvelles capacités. Les planificateurs énergétiques ont commencé à exprimer leurs préoccupations concernant le niveau actuellement limité des investissements dans de nouvelles capacités consentis par le secteur privé, étant donné la croissance prévue de la demande énergétique au cours des 30 prochaines années. Tout retard dans le démantèlement d'anciennes centrales utilisant des combustibles fossiles pour assurer l'approvisionnement rendra plus difficile la réduction des émissions de gaz à effet de serre conformément aux obligations internationales.

Les énergies renouvelables peuvent jouer un rôle pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, garantir l'approvisionnement énergétique et juguler la volatilité des prix. Ces bénéfices figurent parmi les objectifs politiques tels que ceux de l'Union européenne concernant les énergies renouvelables à l'horizon 2010. Ces objectifs ne seront cependant pas atteints, étant donné la faiblesse actuelle du soutien politique et financier.

Références:

- EEA(2004): *Energy subsidies in the European Union, a brief overview.* EEA Technical Report No 1/2004.
- Stenzel, T. Foxon, T. and Gross, R. (2003): *Review of renewable energy development in Europe and the US.* A report for the DTI Renewables Innovation Review October 2003, ICCEPT.

Tableau 2. Politiques de soutien aux énergies renouvelables au sein de l'Europe des 15

Pays	Subventions en capital	Prix de rachat garantis	Certificats/Obligations	Appel d'offres concurrentiel	Mécanismes fiscaux
Autriche	X	X	H		X
Belgique	X	X	X		X
Danemark	H	X			X
Finlande	X				X
France	X	X		X	X
Allemagne	X	X			X
Grèce	X	X			X
Irlande	X			X	X
Italie	X	H	X		X
Luxembourg	X	X			
Pays-Bas	X	X	X		X
Portugal	X	X			X
Espagne	X	X			X
Suède	X		X		X
RU	X		X	H	X

Note: X = mécanisme actuellement appliqué, H = politique historique, désormais changée.

Source: adapté sur la base de Stenzel, Foxon et Gross (2003).

Les briefings de l'EEA sont des introductions concises, d'accès aisé concernant des problématiques environnementales actuelles, basés sur les informations les plus récentes. Ils sont disponibles sur le site web de l'EEA: www.eea.int.

